L'enseignement bilingue à l'école primaire au Sénégal.

Une mise en perspective.

Caroline Juillard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/esp/1126>

DOI : 10.4000/esp.1126

ISSN : 2532-0319

Éditeur

Centre d'Information sur l'Éducation Bilingue et Plurilingue

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 73-77

ISSN : 1127-266X

Référence électronique

Caroline Juillard, « L'enseignement bilingue à l'école primaire au Sénégal. », *Éducation et sociétés plurilingues* [En ligne], 42 | 2017, mis en ligne le 01 février 2018, consulté le 28 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/esp/1126> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/esp.1126>

L'ENSEIGNEMENT BILINGUE À L'ÉCOLE PRIMAIRE AU SÉNÉGAL. UNE MISE EN PERSPECTIVE.

Caroline JUILLARD

In Senegal dove la parte del bilancio nazionale devoluta all'istruzione si avvicina al 35%, dove l'apporto demografico degli alunni è talmente alto che si è dovuto istituire in ambito urbano il sistema delle classi a doppio turno, dove la descolarizzazione, dovuta ad abbandoni precoci e a bocciature, è molto alta, e dove il divario qualitativo e quantitativo fra insegnamento pubblico ed insegnamento privato si amplia sempre più, sembra necessario ed urgente cambiare politica in materia di istruzione formale.

Parole chiave: Senegal, lingue nazionale, educazione bilingue, istruzione formale, ambiente sociolinguistico, sperimentazione

In Senegal, where education takes up about 35% of the national budget, where the increasing number of pupils in urban contexts is such that classes have had to be doubled up, where there is much school loss due to early drop-outs or repeats, and where qualitative and quantitative disparities between public and private teaching are constantly growing, it seems necessary and urgent to change the policies governing formal education.

Key-words: Senegal, national languages, bilingual education, formal education, sociolinguistic environment, experimentations

Même si la question de l'apprentissage des savoirs scolaires de base (lecture, écriture, calcul) en langues africaines au Sénégal s'est posée dès le début du XIX^{ème} siècle – l'instituteur français Jean Dard, initia le premier enseignement bilingue français/wolof à Saint-Louis du Sénégal – de nombreux obstacles, tant politiques que sociaux, et de lenteurs, ont freiné les prises de conscience et de décision en cette matière jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle, et même encore actuellement.

Les intérêts privés et publics de la colonisation française ne pouvaient effectivement prendre une direction différente de celle qui était prise en France, où depuis la Révolution, l'usage exclusif du français s'est imposé à l'école primaire et où tout type de bilinguisme régional ou social était déprécié, voire suspect. Même si un intérêt croissant pour les langues locales s'est développé au Sénégal dès cette époque (c'est le cas du Général Faidherbe (1), entre autres), il fallut attendre la présidence de Léopold L.

Senghor (1960-1980) pour que six d'entre elles (wolof, pulaar, mandingo, sereer, joola, soninke) obtiennent un statut de langues nationales (LN), dans la Constitution de la nouvelle République du Sénégal. Les linguistes se sont alors activés à les décrire et à les standardiser. Cette entreprise se poursuit pour des langues de moindre diffusion, également promues langues nationales sous la présidence de A. Wade (2000-2012). Des expérimentations d'alphabétisation en LN eurent lieu dès les années 1970, insuffisamment préparées et sans lendemain, initiées par les autorités sénégalaises en matière d'éducation de base. Différentes associations, agences de développement (Banque mondiale) et ONG (Enda tiers monde, en particulier) prirent le relais, mais leurs actions n'étaient absolument pas coordonnées.

Cependant l'idée d'un enseignement en LN progressait parmi les élites concernées et leurs partenaires (*cf.* Tabouret-Keller *et alii.* 1997: 58), même si aucune décision politique majeure ne fut prise. Les linguistes de l'université et du CLAD (Centre de linguistique appliquée de Dakar), en particulier, jouent un rôle de premier plan pour l'enseignement des LN à l'université, ainsi que pour l'alphabétisation fonctionnelle, la publication de journaux et de manuels bilingues édités par des ONG ou des Associations, le débat social et politique, tout au moins à l'université ou dans le cadre des programmes que proposent les partenaires multilatéraux (dont l'OIF, l'Organisation internationale de la Francophonie).

Il faut également souligner l'importance du soutien de certaines des communautés concernées, principalement les Poular, particulièrement actifs en matière de promotion de leur langue dans le contexte d'une wolofisation croissante de la population sénégalaise. Le wolof, comme vernaculaire urbain et comme langue véhiculaire dans tout le pays, est progressivement devenu l'idiome le plus utilisé au Sénégal et son usage déborde même les frontières du pays (*cf.* Dreyfus et Juillard 2004a, Mac Laughlin 2008).

Dans un pays où la part du budget national dévolue à l'éducation approche les 35%, où l'apport démographique des élèves est si important qu'on a dû instituer en milieu urbain le système des classes à double flux, où la déperdition scolaire, due à des abandons précoces et des redoublements, est très importante, et où le décalage qualitatif et quantitatif entre enseignement public et privé se creuse de plus en plus, il semble nécessaire et urgent de changer de politique en matière d'éducation formelle. D'autre part, le constat fait d'une faible attirance des élèves à l'entrée en seconde vers les séries scientifiques (37,5% des effectifs sur l'en-

semble du pays), doit être lié avec celui établi par l'Unesco, selon lequel une éducation bilingue de qualité favoriserait l'accès à ces séries (Cf. Ouane et Glanz (dir.) 2011, compte-rendu par Juillard, 2013).

Pour autant, la situation n'évolue que très lentement. Lorsqu'on se penche sur le dernier Rapport national sur la situation de l'éducation au Sénégal (rédigé en 2007, publié en mai 2008, DPRE – Direction de la planification et de la réforme de l'éducation), on constate que les «mesures hardies» souhaitées par les rédacteurs du Rapport (p. 56) se font toujours attendre. Quant au Plan Sénégal Emergent qui, sous la présidence de Macky Sall, définit un plan d'actions prioritaires pour la période allant de 2014 à 2018 avec un objectif de développement durable, il ne prévoit aucun changement majeur en matière d'éducation bilingue français/LN à l'école. L'alphabétisation y est prioritairement liée à l'apprentissage des métiers (projet PALAM) ou associée à l'éducation de base. Elle reste donc principalement fonctionnelle. Par contre, on constate que la progression de l'éducation bilingue arabe/français est prise en compte et accompagnée par le volet éducation/formation du Plan.

Depuis le sommet francophone de Dakar en 1989, et la prise en compte explicite du contexte multilingue des pays d'Afrique francophone, les institutions de la Francophonie (AUF, OIF et Confemén) promeuvent au Sénégal, entre autres, des initiatives, des programmes et des expertises de qualité auprès des autorités locales chargées de l'éducation. Le programme ELAN (Ecole et langues nationales), instauré à partir de 2009, promeut l'enseignement bilingue à l'école, en accord avec les autorités de chaque pays concerné. Le programme PAIRE (2) est un appui aux innovations et réformes éducatives. Un Institut de la francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) vient d'être créé à Dakar (octobre 2015) afin de fournir l'expertise technique pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques éducatives. Une formation à distance des maîtres est également initiée. Toutes ces mesures permettront sans aucun doute de préparer et d'accompagner le grand changement espéré.

Dans un tel contexte, l'action d'ARED, qui a fait l'objet d'une présentation dans le numéro précédent de cette revue (cf. Ka Dia 2016), est exemplaire, puisqu'elle a su composer habilement et de façon très compétente et pragmatique avec des autorités peu pressées de s'investir officiellement, tout en surfant sur l'air du temps. Il est important cependant de souligner que, tant la majorité des linguistes locaux que les membres actifs des communautés et des

associations promouvant l'alphabétisation en LN, voire l'éducation bilingue, mésestiment généralement l'importance d'une situation sociolinguistique sénégalaise globalement multilingue, malgré la recherche en ce domaine depuis le début des années 1980. La notion de «langue maternelle» semble aller de soi et n'est pas remise en question, alors que toutes les observations et analyses des chercheurs impliqués montrent que l'enfant apprend à parler et est socialisé dans des environnements au moins bilingues sinon multilingues. D'autre part, la revendication d'une langue d'identité pose différents problèmes, qui ne sont même pas envisagés.

Les chercheurs ont, de plus, constaté une extrême diversité des formations, des parcours et des pratiques de classes des enseignants sénégalais, dans le secteur formel aussi bien qu'informel (Dreyfus et Juillard 2004b, Dreyfus 2007). Le bilinguisme à l'oral est pratiqué depuis longtemps par certains maîtres et élèves dans l'école formelle au Sénégal, même s'il n'est pas officialisé, mais il ne fait pas l'objet d'une réelle réflexion et est pratiqué pour pallier aux déficiences des uns et des autres dans la langue étrangère ou dans son enseignement. Il nous semble donc nécessaire qu'une meilleure connaissance des motivations et des pratiques bilingues dans les classes du système formel actuellement accompagne l'introduction plus contrôlée des LN dans les expérimentations en cours.

RÉFÉRENCES:

- DREYFUS M. 2007. Points de vue à propos de l'analyse d'interactions en milieu multiculturel et plurilingue, dans *La mise en œuvre des langues dans l'interaction*, sous la dir. de Michelle Auzanneau, Paris, L'Harmattan, 179-198.
- DREYFUS M. et JUILLARD C. 2004a. *Le plurilinguisme au Sénégal, Langues et identités en devenir*, Editions Karthala, Paris.
- DREYFUS M. et JUILLARD C. 2004b. Enseignement non formel dans la banlieue de Dakar: un espace scolaire alternatif, entre activités novatrices et pratiques ritualisées, dans *Penser la francophonie, concepts, actions et outils linguistiques*, Paris, AUF, 355-376.
- JUILLARD C. 2013. Compte-rendu du livre dirigé par A. Ouane et C. Glanz, 2011, *Education et Sociétés Plurilingues* n° 34: 96-99.
- KA DIA A. 2016. ARED, une expertise au service d'une éducation de qualité au Sénégal, *Education et Sociétés Plurilingues* n° 41: 29-45.

L'enseignement bilingue
à l'école primaire au Sénégal.
C. JUILARD

MAC LAUGHLIN F. 2008. Senegal: the emergence of a national lingua franca, in *Language and national identity in Africa*, Andrew Simpson, ed., Oxford: OUP, 79-97.

OUANE A. ET GLANZ C. (dir.). 2011. *Optimiser l'apprentissage, l'éducation et l'édition en Afrique: le facteur langue. Etude bilan sur la théorie et la pratique de l'enseignement en langue maternelle et l'éducation bilingue en Afrique subsaharienne*. Unesco, UIL, ADEA.

TABOURET-KELLER A., LE PAGE R. B., GARNER-CHLOROS P. AND VARRO G. 1997. *Vernacular Literacy. A Re-Evaluation*, Oxford, Clarendon Press.

NOTES

(1) Le général Faidherbe, 1818-1889, administrateur colonial, fut Gouverneur du Sénégal qu'il contribua à conquérir, de 1854 à 1861 et de 1863 à 1865. Il s'intéressa aux langues locales et publia en 1864 un *Vocabulaire d'environ 1500 mots français avec leurs correspondants en ouolof de Saint-Louis, en poular (toucouleur) du Fouta, en soninké (sarakollé) de Bakel*, Imprimerie du gouvernement.

(2) PAIRE: Programme d'Appui aux Innovations, aux Réformes éducatives, à l'apprentissage massif et à l'Enseignement du français